

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
1^{er} mars 2021
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 26 février 2021, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par la Représentante permanente
de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le récapitulatif des travaux menés par le Conseil de sécurité durant le mois de novembre 2020 sous la présidence de Saint-Vincent-et-les Grenadines (voir annexe).

Ce récapitulatif a été établi par la Mission permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies. Bien que les autres membres du Conseil aient été consultés, il n'a pas vocation à représenter les vues du Conseil.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
de Saint-Vincent-et-les Grenadines
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Inga Rhonda **King**



Annexe à la lettre datée du 26 février 2021 adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par la Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies

Récapitulatif des travaux menés par le Conseil de sécurité sous la présidence de Saint-Vincent-et-les Grenadines (novembre 2020)

Introduction

Sous la présidence de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, en novembre 2020, le Conseil de sécurité a tenu 5 séances publiques et 27 séances par visioconférence, dont 14 séances publiques et 13 séances à huis clos, ainsi qu'une consultation informelle. Des séances ont été tenues en présentiel sur les questions suivantes : élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice ([S/PV.8773](#)) ; adoption, eu égard aux rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Sud-Soudan, la situation en Somalie et la situation en République centrafricaine, de résolutions concernant respectivement la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) ([S/PV.8774](#)), les sanctions contre la Somalie ([S/PV.8775](#)) et la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA) ([S/PV.8776](#)) ; séance d'information sur la situation au Mali, concernant les sanctions contre le Mali ([S/PV.8777](#)). En outre, des consultations en présentiel ont été tenues au sujet du rapport du Secrétaire général relatif à l'application de la résolution [1701 \(2006\)](#) du Conseil de sécurité ([S/2020/1110](#)).

L'événement le plus marquant de la présidence a été le débat public organisé par visioconférence le 3 novembre sur le thème suivant : « Consolidation et pérennisation de la paix : facteurs actuels de conflit et d'insécurité ».

Conformément à la pratique établie à l'Organisation des Nations Unies, Saint-Vincent-et-les Grenadines a débuté sa présidence par la présentation du programme de travail provisoire du Conseil pour le mois, que le Conseil a adopté à la séance à huis clos du 2 novembre 2020, tenue par visioconférence.

La séance récapitulative s'est tenue le 30 novembre. Les Représentants permanents de l'Indonésie et du Niger ainsi que le Représentant permanent adjoint de l'Allemagne y ont participé en tant qu'intervenants.

Méthodes de travail

En novembre 2020, Saint-Vincent-et-les-Grenadines a assumé la présidence du Conseil de sécurité pour la première et unique fois de la période 2020-2021. Les méthodes de travail des présidences précédentes ont été suivies, notamment celles énoncées dans la lettre du Président du Conseil de sécurité datée du 27 mars 2020 ([S/2020/253](#)), pour l'adoption des résolutions par voie écrite, dans l'annexe à la lettre du Président du Conseil de sécurité datée du 7 mai 2020 ([S/2020/372](#)), pour l'organisation des travaux virtuels, et dans l'annexe à la lettre du Président du Conseil de sécurité datée du 1^{er} octobre 2020 ([S/2020/966](#)), pour l'organisation des réunions en présentiel. Saint-Vincent-et-les-Grenadines s'est également inspiré des engagements relatifs aux méthodes de travail pris par les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines¹, présentés pour la première fois sous la présidence du Niger en septembre. Conformément aux meilleures

¹ Il s'agit des trois États africains qui étaient alors membres du Conseil de sécurité, à savoir le Niger, la Tunisie et l'Afrique du Sud.

pratiques, Saint-Vincent-et-les-Grenadines s'est attaché à consulter les pays sur l'ordre du jour du Conseil avant les séances et a maintenu la coopération avec les autres organes de l'Organisation des Nations Unies, notamment en invitant le Président du Conseil économique et social à faire un exposé lors de l'événement phare de sa présidence, et le Président de la Commission de consolidation de la paix à en faire un lors de la séance consacrée au Groupe de cinq pays du Sahel. La Présidente du Conseil de sécurité a également pris part à la réunion conjointe du Conseil économique et social et de la Commission de consolidation de la paix tenue en ligne le jeudi 19 novembre, de 10 heures à 13 heures, sur le thème suivant : « Encourager la solidarité mondiale et les réponses tenant compte des risques de conflit face à la pandémie de Covid-19 et à son impact socioéconomique ».

Dans un souci de transparence et de clarté des modalités de réunion, Saint-Vincent-et-les-Grenadines a adopté pour les manifestations en visioconférence la nomenclature suivante : « séance d'information par visioconférence », « consultations par visioconférence », « débat par visioconférence » et « débat public par visioconférence ». En outre, pour assurer le multilinguisme, un outil en ligne a été utilisé pour assurer l'interprétation dans toutes les réunions virtuelles publiques.

Afrique

République centrafricaine

Le 12 novembre, dans la salle du Conseil de sécurité, les membres du Conseil ont adopté à l'unanimité la résolution [2552 \(2020\)](#) renouvelant le mandat de la MINUSCA pour 12 mois.

Le 4 novembre, le Conseil de sécurité a tenu une séance en visioconférence avec les pays qui fournissent des contingents à la MINUSCA. La Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, Bintou Keita, a donné un aperçu du dernier rapport du Secrétaire général sur la République centrafricaine ([S/2020/994](#)). Le Conseiller militaire adjoint de la MINUSCA et le Conseiller pour les questions de police et Directeur de la Division de la police ont fait le point sur les préparatifs de la Mission en vue des prochaines élections et sur sa disponibilité opérationnelle pour aider à assurer la sécurité de ces dernières. Plusieurs membres du Conseil et pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont fait de brèves interventions dans lesquelles ils ont souligné un certain nombre de difficultés opérationnelles et fait part de leur soutien constant au mandat de la Mission.

Libye

Le 10 novembre, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information par visioconférence sur le vingtième rapport soumis au Conseil de sécurité par la Procureure de la Cour pénale internationale en application de la résolution [1970 \(2011\)](#). Le représentant de la Libye a été invité à participer à la réunion, au cours de laquelle la Procureure de la Cour, Fatou Bensouda, a présenté son rapport. Les délibérations ont porté sur l'évolution positive de la situation en Libye, notamment la signature de l'accord de cessez-le-feu et la tenue du Forum de dialogue politique interlibyen, ainsi que sur l'état d'avancement des travaux de la Procureure et de son Bureau. Les États parties au Statut de Rome ont réaffirmé leur attachement à la Cour, appelé les États à honorer leurs obligations internationales, en particulier la coopération avec la Cour, et encouragé les États non parties au Statut de Rome à y adhérer. De leur côté, les parties non étatiques ont pris note du rapport et souligné qu'il était de la responsabilité des États souverains de veiller à ce que les auteurs d'infractions commises sur leur territoire répondent de leurs actes.

Le 19 novembre, le Conseil de sécurité a tenu par visioconférence une séance d'information suivie de consultations au sujet de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). La Représentante spéciale par intérim du Secrétaire général et chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, Stephanie Williams, qui participait à la séance, a donné un aperçu complet de l'évolution de la situation en Libye. Le représentant de la Libye a été invité à participer à la séance, conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil. Les délibérations ont principalement porté sur l'évolution positive de la situation en Libye. En particulier, les membres se sont félicités de l'accord de cessez-le-feu intégral et permanent et ont loué la résolution et la détermination dont les Libyens avaient fait preuve dans le dialogue politique, y compris dans le cadre du Forum de dialogue politique interlibyen, organisé – en présentiel – en Tunisie. Les délégations ont également souligné qu'il importait de mettre en œuvre les décisions prises par le Forum concernant la définition d'une feuille de route pour la Libye et l'organisation d'élections nationales le 24 décembre 2021. Par ailleurs, les membres ont appelé les États à s'acquitter de leurs obligations internationales, notamment en respectant pleinement l'embargo sur les armes prévu par la résolution 1970 (2011). Les délégations ont exhorté les parties à honorer et appliquer l'accord de cessez-le-feu et ont demandé aux combattants étrangers et aux forces étrangères de quitter la Libye. Les États Membres ont en outre appelé au respect du droit humanitaire international et du droit des droits de l'homme et ont réaffirmé qu'il importait de nommer un ou une nouvel(le) Envoyé(e) spécial(e) pour faire avancer le processus de paix en Libye.

Mali

Le 17 novembre, le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2374 (2017) concernant le Mali a informé le Conseil de sécurité des travaux menés par le Comité depuis le 1^{er} janvier 2020 et des travaux menés par le Groupe d'experts pendant la même période. Dans ce cadre, des informations actualisées ont été présentées au sujet des consultations informelles tenues par le Comité, des réunions organisées avec le Mali et les autres États concernés, et de la gestion par le Comité des difficultés causées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Paix et sécurité en Afrique (Groupe de cinq pays du Sahel)

Le 16 novembre, le Conseil a tenu une séance d'information par visioconférence consacrée aux menaces contre la paix et la sécurité en Afrique et plus particulièrement dans la région du Sahel. Le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, a souligné la menace croissante que représente le terrorisme dans la région du Sahel, malgré les restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie. Il a informé le Conseil du soutien apporté par la MINUSMA à la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) dans le cadre du mécanisme tripartite composé de l'Union européenne, de l'Organisation des Nations Unies et du G5 Sahel. Le Représentant permanent du Mali auprès des Nations Unies, Issa Konfourou, s'exprimant au nom du Groupe de cinq pays du Sahel, a fait un exposé sur les opérations militaires récemment menées par la Force conjointe et a réitéré l'appel des pays du G5 en vue d'un appui accru à la Force conjointe, y compris de la part de l'Organisation des Nations Unies. Il a souligné qu'une approche fondée sur la sécurité ne pouvait à elle seule garantir une paix durable. Il a plaidé pour un appui structurel qui bénéficie à toutes et à tous, en particulier aux femmes et aux enfants. Le Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies, Robert Keith Rae, a également fait un exposé au Conseil en sa qualité de Président de la Commission de consolidation de la paix. Il a parlé du rôle crucial de la Commission de consolidation de la paix et du Fonds pour la consolidation de la paix dans la

construction d'une paix et d'une sécurité durables. Le Conseil a également entendu l'exposé du Directeur général pour l'Afrique du Service européen pour l'action extérieure, Koen Vervaeke, qui a décrit la stratégie multiforme de l'Union européenne pour le Sahel et insisté sur l'idée que la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015 était plus que jamais une priorité. Enfin, le Conseil a reçu un exposé écrit du Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, Smaïl Chergui.

Soudan et Soudan du Sud

Le 12 novembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution [2550 \(2020\)](#), par laquelle il a prorogé le mandat de la FISNUA jusqu'au 15 mai 2021. Le Conseil a également maintenu, pour la durée de la prolongation du mandat, l'appui apporté par la Mission au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, qui surveille la frontière entre Soudan et Soudan du Sud. À la suite de l'adoption de la résolution, la délégation des États-Unis d'Amérique (rédactrice de la résolution) et celle de l'Allemagne ont fait de brèves remarques.

Somalie

Le 12 novembre, le Conseil a adopté la résolution [2551 \(2020\)](#) par 13 voix, avec 2 abstentions. Il a prorogé le mandat du Groupe d'experts sur la Somalie jusqu'au 15 décembre 2021 et a renouvelé la levée partielle de l'embargo sur les armes à destination des forces de sécurité du pays. En outre, le Conseil a décidé que l'embargo sur les armes ne s'appliquerait pas aux livraisons d'armes destinées aux forces de sécurité somaliennes, non plus qu'à l'assistance technique, à l'aide financière ou aux activités de formation à leur intention. Par ailleurs, il a interdit la revente d'armes et d'équipements militaires fournis aux Forces nationales de sécurité somaliennes ou aux institutions du secteur de la sécurité somalien. Il a aussi prié le Secrétaire général de fournir au Conseil une évaluation technique des capacités de la Somalie en matière de gestion des armes et des munitions et de formuler des recommandations en vue de l'améliorer davantage.

Le 23 novembre, le Conseil de sécurité a tenu par visioconférence une séance d'information suivie de consultations au sujet de la situation en Somalie. Des exposés ont été présentés par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM), James Swan, le Représentant spécial pour la Somalie de la présidence de la Commission de l'Union africaine et Chef de la Mission de l'Union africaine en Somalie, Francisco Caetano José Madeira, et la fondatrice et Présidente du Mouvement somalien de l'égalité des genres, Zainab Hassan. M. Swan et M. Madeira se sont réjouis que le Gouvernement fédéral et les États membres de la fédération aient su sortir de l'impasse dans laquelle ils se trouvaient depuis deux ans en ce qui concernait le modèle électoral. M. Swan a noté les différents défis auxquels le pays était confronté, notamment les élections à venir et la situation humanitaire et économique, et a fait part du soutien plein et entier de la MANUSOM. M. Madeira a rendu compte du travail important entrepris par la Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) concernant la sécurité des élections et la lutte contre le terrorisme. Son soutien permettrait à la Somalie d'organiser des élections libres et régulières. M^{me} Hassan a souligné la contribution essentielle des femmes à la consolidation de la paix et aux processus politiques. Elle a appelé à augmenter le financement public pour l'éducation et l'autonomisation économique afin de garantir une participation réelle et égale des femmes à tous les niveaux de la vie politique régionale et nationale somalienne. Le Premier ministre de la Somalie, Mohamed Hussein Roble, s'est adressé au Conseil en vertu de l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil. Il a réitéré l'engagement du Gouvernement à trouver des

solutions pertinentes pour superviser les élections prévues en 2020 et 2021 et a exprimé sa détermination inébranlable à continuer de coopérer avec la MANUSOM et l'AMISOM.

Éthiopie

Le 24 novembre, le Conseil a examiné la situation en Éthiopie au titre des questions diverses.

Moyen-Orient

La situation au Moyen-Orient (Yémen)

Le 11 novembre, le Conseil de sécurité a tenu par visioconférence une séance d'information suivie de consultations au sujet de la situation au Yémen. Il a entendu des exposés de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, et du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock, sur la situation politique, sécuritaire et humanitaire dans le pays. Le Yémen a également participé à la séance, conformément à l'article 37. L'Envoyé spécial a indiqué que des négociations étaient en cours concernant la déclaration commune sur un cessez-le-feu national, des mesures économiques et humanitaires et la reprise du processus politique. Sur le plan de la sécurité, il a déclaré que si la violence avait quelque peu reflué, la situation demeurait néanmoins fragile, notamment à Mareb et Taëz. Il a appelé toutes les parties à respecter le droit humanitaire international. Il a noté toutefois que dans la période récente, le Gouvernement et le Conseil de transition du Sud avaient porté davantage d'attention à l'accord de Riyad, ainsi qu'à la résolution des différends et à la mise en évidence des problèmes à régler pour aller de l'avant. M. Lowcock a déclaré que le peuple yéménite était en proie à la famine et que le plan d'aide humanitaire de l'Organisation des Nations Unies pour le Yémen était financé à environ 45 %. Il a souligné qu'il fallait de toute urgence augmenter les financements, faute de quoi neuf millions de Yéménites pourraient ne plus avoir accès aux services de santé et le traitement de millions d'enfants souffrant de malnutrition risquerait d'être interrompu. Il a également insisté sur la nécessité de résoudre très rapidement le différend entre le Gouvernement yéménite et le mouvement houthiste concernant la gestion des revenus. Outre M. Griffiths et M. Lowcock, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), David Beasley, a également fait un exposé au Conseil et a rappelé qu'en raison d'un manque de financement et de manœuvres d'obstruction, le PAM avait été contraint de réduire les rations destinées à 9 millions de personnes vivant dans des zones sous le contrôle des houthistes ; Il a toutefois salué le fait que le projet pilote d'enregistrement biométrique ait enfin commencé. Il a en outre souligné la nécessité de mettre en place un plan global et correctement financé pour lutter contre la famine, stabiliser l'économie et soutenir le développement à plus long terme.

Enfin, le Conseil a écouté l'exposé d'un représentant de la société civile, Omer Badokhon, de Solutions for Sustainable Societies. Ce dernier a insisté sur le fait que les objectifs de développement durable ne pouvaient être réalisés au Yémen que dans un contexte de paix et d'amélioration du niveau de vie. Mettant l'accent sur l'impact environnemental des conflits, il a exhorté les parties à éviter de surexploiter l'environnement, souligné le risque imminent de catastrophe environnementale et humanitaire que représentait le pétrolier *Safer* et demandé que l'intervention humanitaire soit étendue aux technologies vertes, notamment la transformation des déchets en énergie et l'investissement dans l'énergie solaire. Conscients que la situation humanitaire s'aggraverait faute des fonds nécessaires, les membres du

Conseil ont appelé les pays donateurs à honorer leurs engagements. Certains membres se sont aussi dits préoccupés par les attaques de drones contre l'Arabie saoudite et ont souligné la nécessité d'un cessez-le-feu et d'une solution politique. Des préoccupations ont également été exprimées au sujet des obstacles bureaucratiques qui continuent d'entraver l'aide humanitaire, ainsi que de l'attaque récente d'un travailleur du Croissant-Rouge à Aden et de l'attaque des locaux d'un organisme d'aide à Aden.

Liban

Le 17 novembre, le Conseil a tenu des consultations à huis clos pour examiner le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) (S/2020/1110). Il a entendu les exposés du Coordonnateur spécial pour le Liban, Ján Kubiš, et du Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, Mohamed Khaled Khiari. Le Coordonnateur spécial a rendu compte de l'évolution récente de la situation au Liban, tandis que le Sous-Secrétaire général a rendu compte de la situation dans la zone d'opérations de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), ainsi que de l'application de la résolution 1701 (2006).

Les membres du Conseil de sécurité ont exprimé leur profonde préoccupation devant toutes les violations de la résolution 1701 (2006). Ils ont exprimé leur solidarité avec le peuple libanais et souligné la nécessité d'inciter les autorités libanaises à engager un dialogue constructif à l'échelle nationale, à mettre en œuvre les réformes en suspens et à former rapidement un nouveau Gouvernement qui réponde aux besoins et aux aspirations du peuple libanais. Ils ont réaffirmé leur soutien au Liban, à sa souveraineté et à son intégrité territoriale. De nombreux membres du Conseil se sont félicités de l'annonce récente selon laquelle le Liban, Israël et les États-Unis avaient convenu d'un cadre de discussions concernant les frontières maritimes entre le Liban et Israël. Les membres du Conseil ont félicité la FINUL pour sa collaboration constante avec les parties en vue de trouver un terrain d'entente et d'utiliser de manière constructive le mécanisme de coordination tripartite.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Le 18 novembre, le Conseil a tenu par visioconférence une séance d'information suivie de consultations au titre de la question intitulée « la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ». Il a entendu l'exposé du Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov. Celui-ci a salué la décision de l'Autorité palestinienne de relancer la coordination civile et sécuritaire avec Israël. Il a indiqué que la situation sur le terrain continuait d'évoluer de manière négative, notamment du fait de l'annonce par les autorités israéliennes, le 15 novembre, de l'ouverture d'un appel d'offres pour la construction de plus de 1 200 logements dans la colonie de Giv'at Hamatos, et de l'opération de démolition la plus importante de la décennie en Cisjordanie occupée, au cours de laquelle plus de 70 bâtiments, dont des maisons, ont été détruits le 3 novembre dans le village bédouin de Homsa el-Bqiaa, en zone C. Il a réitéré son appel aux autorités israéliennes pour qu'elles cessent de démolir et de saisir les biens des Palestiniens et qu'elles mettent fin à leurs efforts visant à réinstaller des communautés en Cisjordanie occupée, soulignant que ces mesures étaient contraires au droit international et pourraient compromettre les chances de créer un État palestinien viable et d'un seul tenant. Il a insisté sur le fait que les dirigeants israéliens et palestiniens devaient étudier toutes les possibilités qui s'offraient à eux de faire renaître l'espoir afin de parvenir à la solution des deux États. Enfin, il a déclaré qu'il était impératif que le Quatuor pour le Moyen-Orient, les principaux partenaires arabes et les dirigeants israéliens et

palestiniens tirent parti des récents faits nouveaux survenus dans la région et s'engagent à nouveau de toute urgence sur la voie d'une véritable négociation.

De nombreux membres du Conseil de sécurité ont réaffirmé leur soutien à la solution des deux États et ont condamné la publication par le gouvernement israélien d'appels d'offres pour la construction de 1 200 logements dans la colonie de Giv'at Hamatos, à Jérusalem-Est. À la suite du décès de Saeb Erekat, les membres du Conseil de sécurité ont présenté leurs condoléances à sa famille, ainsi qu'au Président Mahmoud Abbas et au peuple palestinien. Ils ont également salué l'annonce récente de l'Autorité palestinienne concernant la reprise de la coordination sécuritaire et civile avec Israël. Plusieurs membres du Conseil ont relayé l'appel du Président Abbas en faveur de la convocation par l'ONU d'une conférence internationale de la paix en 2021 et ont demandé au Quator pour le Moyen-Orient de renforcer la coopération à cette fin. Les membres du Conseil ont exhorté la communauté internationale à agir rapidement et à verser les fonds nécessaires à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

La situation au Moyen-Orient (République arabe syrienne)

Sur la question des armes chimiques, le Conseil s'est réuni le 5 novembre pour une séance d'information par visioconférence afin d'entendre le rapport mensuel du Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), présenté par la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu. Dans son rapport, l'OIAC a noté une nouvelle fois que la déclaration initiale de la République arabe syrienne ne saurait être considérée comme exacte ou complète. Elle a également fourni des renseignements actualisés concernant son intention de mener de nouvelles inspections en 2020, sous réserve de l'évolution de la pandémie de COVID-19. Certains membres du Conseil ont continué de réaffirmer leur soutien à l'OIAC et leur foi en son impartialité et son indépendance et ont salué les récents rapports de la mission d'établissement des faits de l'OIAC au sujet de l'utilisation présumée de produits chimiques en tant qu'arme à Saraqeb le 1^{er} août 2016, ainsi que des faits qui se sont produits à Alep le 24 novembre 2018. Certains membres du Conseil ont regretté que la déclaration initiale de la République arabe syrienne reste incomplète à ce jour, et ont souligné la nécessité d'éclaircir tous les points en suspens. D'autres membres du Conseil ont continué d'exprimer leurs inquiétudes quant à la politisation de l'Organisation.

Le 25 novembre, le Conseil a tenu une séance d'information sur la situation politique et humanitaire en République arabe syrienne. Des exposés ont été présentés par l'Envoyée spéciale adjointe du Secrétaire général pour la Syrie, Khawla Matar, et le Sous-Secrétaire général par intérim aux affaires humanitaires, Ramesh Rajasingham. L'Envoyée spéciale adjointe a noté que la Commission constitutionnelle avait modérément progressé, mais a déclaré que la voie constitutionnelle ne pouvait à elle seule résoudre la crise. Elle a appelé à la fin de toutes les violences, y compris contre les femmes, seul moyen de parvenir à une paix véritable dans le pays, et a réitéré l'appel à un cessez-le-feu dans tout le pays, conformément à la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité. Elle a également demandé que des progrès soient réalisés en ce qui concerne la libération des détenus et des personnes enlevées et la communication d'informations sur le sort des personnes portées disparues. Le Sous-Secrétaire général par intérim a insisté sur les difficultés que subissaient les Syriens du fait de la dévaluation de la monnaie et de l'augmentation des prix des denrées alimentaires. En outre, certaines régions du pays connaissaient des flambées de violence qui mettaient en danger la vie des populations civiles et des travailleuses et travailleurs humanitaires. M. Rajasingham a salué l'engagement, dans tout le pays, des organisations humanitaires, qui continuaient à fournir une aide essentielle aux populations les plus vulnérables.

Iraq

Le 24 novembre, le Conseil de sécurité a tenu par visioconférence une séance d'information suivie de consultations au sujet de la Mission d'appui des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). La Représentante spéciale du Secrétaire général et chef de la MANUI, Jeanine Hennis-Plasschaert, a fait un exposé sur l'évolution récente de la situation en Iraq et sur les deux derniers rapports du Secrétaire général. Le premier rapport, relatif aux activités de la MANUI ([S/2020/1099](#)), avait été présenté en application de la résolution [2522 \(2020\)](#). Le second rapport, relatif à la question des nationaux du Koweït et d'États tiers portés disparus et des biens koweïtiens disparus, notamment les archives nationales ([S/2020/358](#)), avait été présenté en application du paragraphe 4 de la résolution [2107 \(2013\)](#). S'agissant du premier rapport, la Représentante spéciale a informé les membres des préparatifs généraux des élections anticipées, qui auraient lieu en juin 2021, et a noté que le Parlement avait achevé la rédaction de la loi électorale. La MANUI renforçait son assistance technique. La Représentante spéciale a évoqué à ce sujet la lettre adressée au Conseil de sécurité par le Gouvernement iraquien, dans laquelle il demandait un renforcement des activités d'appui et d'observation. L'un des principaux sujets de préoccupation était la situation économique alors qu'on attendait une contraction de l'activité de 10 % en 2020. À la mi-octobre, un livre blanc avait été publié, qui donnait un aperçu des déséquilibres structurels de l'économie iraquienne et décrivait les mesures de réforme à adopter. La Représentante spéciale a également fait part de sa préoccupation face à la violence, aux disparitions forcées et aux assassinats qui se poursuivaient, de même que les attaques contre des missions diplomatiques, condamnées par les membres du Conseil, dont beaucoup soulignaient également la nécessité de faire rendre des comptes aux auteurs et de les traduire en justice, et encourageaient le Gouvernement à poursuivre ses efforts pour assurer le contrôle des armes et prévenir les tirs de missiles contre des missions diplomatiques. Les membres ont également souligné que l'Iraq ne devait pas devenir une zone de confrontation régionale et qu'il était impératif que les différends soient résolus par le dialogue.

Malgré les contraintes liées à la COVID-19 et les répercussions de la pandémie, des progrès avaient été réalisés dans certains domaines. Le 16 septembre, le Gouvernement iraquien a remis les dépouilles de personnes exhumées d'un charnier situé dans le sud de l'Iraq. Il avait été soutenu en cela par la MANUI et le Comité international de la Croix-Rouge. À la date de l'exposé, les autorités koweïtiennes avaient confirmé que sept ressortissants koweïtiens disparus avaient été identifiés. Malheureusement, peu de progrès avaient été réalisés en ce qui concernait la restitution des biens koweïtiens, à cause des contraintes liées à la COVID-19. S'agissant de Bagdad et d'Erbil, la Représentante spéciale a salué l'accord de Sinjar. Ouvrant la voie à la reconstruction du Nord, il jouissait du soutien des membres du Conseil, qui appelaient à la conclusion d'un accord à long terme sur le partage des ressources et des revenus.

Une déclaration à la presse a été publiée par la Présidente du Conseil.

Europe

Bosnie-Herzégovine

Le 5 novembre, le Conseil de sécurité a tenu un débat public sur la Bosnie-Herzégovine. Il a entendu un exposé du Haut-Représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine, Valentin Inzko, qui a continué d'exhorter toutes les parties en Bosnie-Herzégovine à respecter pleinement les engagements contractés au titre de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et à réaliser le troisième plan d'action national pour la mise

en œuvre de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité. Ce dernier a renouvelé pour une nouvelle période de 12 mois l'autorisation de l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine (EUFOR-Althea). À la suite de la déclaration de M. Inzko, des membres du Conseil ont fait part de leur préoccupation devant certains discours semant la zizanie en Bosnie-Herzégovine et ont exprimé l'espoir que les prochaines élections seraient libres et régulières. De nombreux membres du Conseil se sont également félicités du renouvellement de l'autorisation d'EUFOR-Althea, ont exprimé leur soutien aux travaux du Haut-Représentant et salué ses rapports, alors qu'un membre a demandé la fermeture de son Bureau. Conformément aux articles 37 et 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, les représentantes et représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, de la Serbie et de l'Union européenne ont été invités à participer à la présente séance.

Bélarus

Le 11 novembre, à la demande de la Belgique, de l'Estonie, de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, le Conseil de sécurité a examiné l'évolution de la situation au Bélarus au titre du point « Questions diverses ».

Haut-Karabakh

Le 11 novembre, à la demande de la Fédération de Russie, le Conseil de sécurité a examiné la situation dans le Haut-Karabakh au titre du point « Questions diverses ».

Événement phare de la présidence

Le 3 novembre, Saint-Vincent-et-les Grenadines a organisé un événement phare, un débat public virtuel sur le thème « Consolidation et pérennisation de la paix : facteurs actuels de conflit et d'insécurité ». Le Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, Ralph E. Gonsalves, en a assuré la présidence. Ce débat de haut niveau, dans le cadre duquel quatre participants ont fait des exposés, a suscité un vif intérêt de la part de nombreux membres du Conseil et d'autres membres de l'Organisation des Nations Unies. La Vice-Secrétaire générale, Amina Mohammed, a souligné que la pandémie de COVID-19 avait montré la possibilité de changements rapides, mais qu'il était crucial de ne pas en revenir à des cadres ou mécanismes de réponse statiques. Elle a noté que la reconstruction d'un monde meilleur après la COVID-19 n'avait rien d'impossible, mais que les efforts de relèvement devaient donner la priorité à la bonne gouvernance, au respect des droits humains et au développement économique, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le Secrétaire exécutif du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, Ibrahim Mayaki, a souligné l'importance des partenariats régionaux et le rôle des technologies numériques. Le vice-chancelier de l'Université des Indes occidentales, Sir Hilary Beckles, a souligné les séquelles de sous-développement laissées par la colonisation violente, l'esclavage et le racisme institutionnalisé, et a insisté sur le fait que le travail de décolonisation ne serait pas achevé tant que des réparations adéquates n'auraient pas été octroyées. Le Président du Conseil économique et social, Munir Akram, a souligné qu'il fallait une volonté politique pour promouvoir une reprise durable, notamment grâce à un allègement de la dette des pays les plus pauvres. Les membres du Conseil ont souligné qu'il importait d'assurer une collaboration plus étroite entre les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, dans le respect de leurs mandats respectifs, pour s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité en renforçant l'appropriation nationale des processus de paix, en faisant progresser le développement durable et en favorisant l'inclusion. Le Conseil a reçu des déclarations écrites de 39 Membres de l'Organisation des Nations Unies. Elles figurent dans le document [S/2020/1090](#). À la

suite du débat public virtuel, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, à titre national, a distribué un résumé analytique de la manifestation ([S/2020/1328](#)).

Manifestations spéciales et questions thématiques ou générales

Opérations de maintien de la paix des Nations Unies : chefs de la police civile

Le 4 novembre, le Conseil de sécurité a tenu son dialogue annuel avec les chefs de la police civile des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, sous la forme d'une visioconférence publique. Le Sous-Secrétaire général à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité du Département des opérations de paix, Alexandre Zouev, a souligné que la police des Nations Unies avait fait progresser le cadre intégré de responsabilité et de gestion de la performance dans les missions de maintien de la paix, conformément à l'initiative « Action pour le maintien de la paix » du Secrétaire général. Il s'agissait là d'un aspect essentiel pour l'efficacité des missions. Le chef de la police civile du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) a souligné qu'Haïti avait bénéficié de l'appui apporté par la police des Nations Unies à la Police nationale d'Haïti pour faciliter la transition avec la mission de maintien de la paix, renforcer les capacités et faire en sorte que les forces de l'ordre du pays tiennent davantage compte des questions de genre. La chef de la police civile de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a souligné l'importance du rôle joué par la police des Nations Unies pour aider la Mission à remplir son mandat de protection des civils, notamment dans les zones sensibles telles que les camps de personnes déplacées. Les chefs de la police civile de la MINUSCA et de la MINUSMA ont également fait des exposés dans lesquels ils ont souligné le rôle important des composantes Police dans le cadre de ces missions. Les membres du Conseil se sont félicités de l'occasion qui leur était donnée de dialoguer avec les chefs de la police civile et ont réaffirmé leur soutien à la police des Nations Unies, qui jouait un rôle essentiel dans les contextes de transition et de retrait des missions.

Élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice

Le premier tour de scrutin organisé au Conseil de sécurité pour l'élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice a eu lieu le 11 novembre, en même temps que le vote à l'Assemblée générale. Le tour de scrutin organisé à l'Assemblée n'a pas été concluant alors que celui du Conseil a clairement désigné cinq candidats. Un second tour de scrutin a eu lieu à l'Assemblée le 12 novembre, à l'issue duquel cinq candidats ont été élus. La présidence du Conseil de sécurité et celle de l'Assemblée générale se sont mutuellement communiqué les résultats du vote des deux organes et il a été établi que les cinq candidats sélectionnés par l'Assemblée correspondaient à ceux sélectionnés par le Conseil. Le Conseil s'est réuni plus tard dans la journée pour annoncer les noms des cinq candidats élus juges à la Cour internationale de Justice. Simultanément, les résultats du scrutin ont été annoncés à l'Assemblée. Les cinq juges élus, pour un mandat de neuf ans, sont : Yuji Iwasawa (Japon), Georg Nolte (Allemagne), Julia Sebutinde (Ouganda), Peter Tomka (Slovaquie) et Xue Hanqin (Chine).

Exposés des présidents du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste, et du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)

Le 23 novembre, le Conseil de sécurité a tenu une réunion conjointe des trois comités suivants : Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste et Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004). Les présidents des comités ont fait des exposés au Conseil de sécurité au sujet de la coopération entre ces trois comités et leurs groupes d'experts respectifs.

Au nom des présidents des trois comités, le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) et Représentant permanent de la Tunisie auprès de l'ONU, Tarek Ladeb, a indiqué qu'au cours de la période 2019-2020, les comités et leurs groupes d'experts respectifs avaient intensifié leurs consultations régulières. M. Ladeb s'est dit préoccupé que les terroristes et les groupes extrémistes exploitent la situation de la pandémie et que les activités de recrutement et de collecte de fonds connaissent une recrudescence. Au début de la pandémie de COVID-19, les comités et leurs groupes d'experts respectifs avaient exprimé leur inquiétude quant au fait que des terroristes et des groupes extrémistes violents chercheraient à exploiter les perturbations mondiales causées par la pandémie. Malgré la pandémie, les groupes d'experts avaient pu améliorer les flux d'informations et les communications, assister à des exposés et organiser des manifestations virtuelles. Les comités continuaient également d'aider les États Membres à lutter contre le financement du terrorisme et de la prolifération.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) et Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies, Dian Triansyah Djani, a déclaré qu'en dépit de la pandémie, le Comité continuait d'entreprendre des activités visant à promouvoir l'application pleine et effective de la résolution et à aider les États qui le demandaient à renforcer leurs capacités nationales. Toutefois, les activités liées à l'examen approfondi de l'application de la résolution 1540 (2004) avaient été reportées à 2021, à l'exception de la révision des matrices du Comité.

Les membres du Conseil de sécurité ont félicité les comités d'avoir su adapter leurs méthodes de travail afin de poursuivre leurs travaux malgré les difficultés posées par la COVID-19. De nombreux membres du Conseil ont exprimé leur profonde inquiétude face à la menace mondiale persistante et en constante évolution que représentait le terrorisme pour la paix et la sécurité internationales. Des membres du Conseil ont mis en garde contre le risque de voir des terroristes et des groupes extrémistes profiter des possibilités offertes par le confinement. De nombreux membres du Conseil de sécurité ont exhorté les comités à renforcer encore leur coordination, à continuer d'aider les États Membres à s'acquitter des obligations que leur imposaient les résolutions du Conseil et à suivre l'évolution des menaces pour la paix et la sécurité internationales.

République populaire démocratique de Corée

Le 17 novembre, au titre des questions diverses, le Conseil de sécurité a débattu de l'application du paragraphe 5 de la résolution [2397 \(2017\)](#), relatif au plafonnement des produits pétroliers.

Le 30 novembre, le Conseil a tenu des consultations par visioconférence pour examiner le rapport trimestriel établi par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1718 \(2006\)](#) et soumis en application du paragraphe 12 g) de la résolution. Le rapport, présenté par le Président du Comité et Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies, Christoph Heusgen, portaient sur les activités du Comité pour la période du 28 août au 30 novembre 2020.
